



ÉCONOMAT DES ARMÉES

DIRECTION GÉNÉRALE
Direction des achats

Appel d'offres ouvert
DCE n°2025-0222/EdA-DA/du 06/03/2025
Fourniture de produits d'épicerie au profit des clients du
dispositif « Vivres Métropole »

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
applicable à l'ensemble des accords-cadres à bons de
commande

Annexe 1 – Coordonnées des interlocuteurs EdA
Annexe 2 – Indices de révision tarifaire

S O M M A I R E

Préambule	4
ARTICLE 1 – OBJET DES ACCORDS-CADRES À BONS DE COMMANDE	4
ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE.....	4
2.1. Parties contractantes.....	4
2.2. Forme et nature de l’accord-cadre à bons de commande.....	4
2.3. Répartition des montants et modalités d’attribution des bi-attributions	5
2.4. Durée de l’accord-cadre à bons de commande	5
2.5. Modifications Éventuelles de l’accord-cadre à bons de commande	5
2.6. Clause de réexamen.....	5
2.7. Non-reconduction.....	6
ARTICLE 3 – PIÈCES DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE.....	6
3.1. Dispositions générales.....	6
3.2. Priorité des pièces	7
ARTICLE 4 – ÉVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS	7
4.1. Substitution de produits.....	7
4.2. Prix promotionnels	8
4.3. Référencement de nouveaux produits	8
ARTICLE 5 – PRIX.....	9
5.1. Détermination.....	9
5.2. Actualisation avant exécution de l’accord-cadre à bons de commande	9
5.3. Révision des prix.....	9
5.4. Clause de sauvegarde	11
ARTICLE 6 – COMMANDES.....	11
6.1. Passation des commandes	11
6.2. Confirmation de commande.....	12
6.3. Modification de commande client.....	12
ARTICLE 7 – ENLÈVEMENT/LIVRAISON	12
7.1. Délai de mise à disposition (enlèvement ou livraison)	12
7.2. Conditions de mise à disposition (enlèvement ou livraison)	13
7.3. Ponctualité.....	14
7.4. Reliquat	14
7.5. Contrôle à l’enlèvement ou à la réception des colis.....	15
7.6. Responsabilité du Titulaire	15
7.7. Décision du pouvoir adjudicateur suite au contrôle des colis.....	16
7.8. Fiche incident	16
7.9 Taux de service	16
7.10 Contacts d’urgence EdA	17
ARTICLE 8 - MODALITÉS FINANCIÈRES	17
8.1. Facturation.....	17
8.2. Modalités de règlement.....	17

8.3. Délai de paiement.....	18
8.4. Intérêts moratoires.....	18
8.5. Nantissement	18
8.6. Acomptes et avances	18
ARTICLE 9 – SANCTIONS, PÉNALITÉS ET RÉSILIATION	18
9.1. Pénalités	18
9.2. Exécution aux frais et risques du titulaire	20
9.3. Résiliation	21
ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITÉ	22
ARTICLE 11 – LITIGES.....	22
ARTICLE 12 – DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS	22

Préambule

Le code de la commande publique s'applique au présent accord-cadre à bons de commande.
Par « accord-cadre à bons de commande », il convient de comprendre ancien marché à bons de commande ».

ARTICLE 1 – OBJET DES ACCORDS-CADRES À BONS DE COMMANDE

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concerne la fourniture de produits d'épicerie. Il s'agit de produits alimentaires destinés aux clients du dispositif « Vivres Métropole » appartenant à l'Armée de Terre, à la Marine, à l'Armée de l'Air et au Service de Santé des Armées.

« Vivres Métropole » est le dispositif d'approvisionnement en denrées et en produits péri-alimentaires destinés aux organismes militaires de restauration et aux sociétés de restauration collective (SRC); il bénéficie notamment aux formations clientes suivantes :

- les CPA : Centres de Production Alimentaire : ils approvisionnent en repas préparés des restaurants satellites ;
- les groupements de soutien de base de défense ;
- les cercles mess ;
- tout autre client de l'Economat des Armées.

Toutes les formations clientes concernées sont localisées en France métropolitaine (Corse et continent).

La prestation comprend la fourniture de ces produits, l'emballage ainsi que l'identification, la mise à disposition, soit l'enlèvement des produits chez le titulaire soit la livraison de ces produits sur la plateforme du prestataire logistique du Pouvoir Adjudicateur située à NEMOURS (77).

Les produits d'épicerie, objet des accords-cadres à bons de commande, sont dénommés ci-après « les produits ».

ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

2.1. PARTIES CONTRACTANTES

L'accord-cadre à bons de commande est conclu entre :

✎ d'une part, **l'Economat des Armées (EdA)** en la personne de son directeur général, ci-après dénommé « le Pouvoir Adjudicateur ». Le Pouvoir Adjudicateur désigne comme son représentant un prestataire logistique ayant pouvoir d'émettre, au nom de l'EdA, les bons de commande auprès du Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande, signer et valider les bons d'enlèvement / livraison des produits.

✎ d'autre part, **l'entreprise** dont l'acte d'engagement a été approuvé, ci-après dénommée « le Titulaire ».

2.2. FORME ET NATURE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Il s'agit d'un accord-cadre de fournitures à bons de commande passé suivant les art. R 2162-1 et suivants du code de la commande publique, sans minimum financier annuel et avec un maximum financier annuel.

La procédure utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert, établi en suivant les règles détaillées aux articles R 2161-2 et suivants du code de la commande publique, applicables par les Pouvoirs Adjudicateurs mentionnés à l'article L 1211-1 du code précité.

Des quantités estimatives par produit sont indiquées dans les annexes à l'acte d'engagement ; elles ne sont nullement un engagement de la part du Pouvoir Adjudicateur.

L'accord cadre à bons de commandes est mono-attributaire, à l'exception des lots n°11 et 12 qui sont bi-attributaires.

2.3. REPARTITION DES MONTANTS ET MODALITES D'ATTRIBUTION DES BI-ATTRIBUTIONS

L'accord-cadre à bons de commande pour le lot 11 « légumes en conserves appertisés » et pour le lot 12 « Epicerie divers » est conclu avec deux titulaires (bi-attribution).

Le montant maximum de l'accord cadre à bons de commande de l'attributaire arrivé en 1^{ère} position correspond à 70 % du montant maximum du lot.

Le montant maximum de l'accord cadre à bons de commande de l'attributaire arrivé en 2^{ème} position correspond à 30 % du montant maximum du lot.

Les références sont attribuées au candidat le mieux disant (pondération prix*volume estimé) à la notification de l'accord-cadre à bon de commande.

Si le pourcentage exact ne peut être atteint, la référence supplémentaire sera attribuée par excès.

L'attributaire arrivé 2^{ème} obtient les autres références.

2.4. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification pour une période ferme qui prend fin le 01/10/2026

Cette date du 1^{er} octobre constitue la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande à prendre en compte pour les renouvellements tacites.

L'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible pour une période de deux (2) fois douze (12) mois.

A l'issue de cette période d'exécution de trois (3) ans maximum, l'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible deux (2) fois six (6) mois.

Le début d'exécution des approvisionnements est estimé au 01/12/2025

2.5. MODIFICATIONS ÉVENTUELLES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande peut être réexaminé par voie d'acte de modification dans les cas suivants :

- les modifications prévues aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique ;
- toute autre modification non substantielle et nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

2.6. CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique le présent accord-cadre à bons de commande peut être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Passation d'un marché complémentaire de fournitures en vertu de l'article R 2122-4 du code de la commande publique ;

- Cession du contrat au profit d'un nouveau Titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise Titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux ;
- Modification des conditions d'exécution en raison de paramètres non prévisibles lors de la contractualisation (nécessité de suspendre l'exécution du marché ou d'en prolonger l'exécution au prorata de l'interruption, évolution de périmètre) ;
- Augmentation du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande dans la limite de 25 % du montant maximum global de l'accord-cadre à bons de commande (durée ferme + reconductions) ;
- Modification des modalités d'ajustement des prix notamment la périodicité, type d'indice de référence ou autre mode de calcul de prix.

Cette clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite du Pouvoir Adjudicateur et est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester sa bonne réception, au Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande concerné.

2.7. NON-RECONDUCTION

Non-reconduction par le pouvoir adjudicateur : celui-ci doit en informer le titulaire au plus tard :

- Pour les périodes de reconduction d'un (1) an : quatre (4) mois avant la fin de la période contractuelle ;
- Pour les périodes de reconduction de six (6) mois : deux (2) mois avant la fin de la période contractuelle.

Dans ce cas, le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective restante de l'accord-cadre à bons de commande.

La décision de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

Non-reconduction par le titulaire : celui-ci doit en informer le pouvoir adjudicateur au moins :

- Pour les périodes de reconduction d'un (1) an : quatre (4) mois avant la fin de la période contractuelle ;
- Pour les périodes de reconductions de six (6) mois deux (2) mois avant la fin de la période contractuelle.

Le titulaire reste tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée restante de l'accord-cadre à bons de commande

ARTICLE 3 – PIÈCES DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

3.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'accord-cadre à bons de commande, constitué des documents contractuels définis à l'article 3.2, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Les éventuelles modifications sont faites par écrit.

Les dispositions de l'accord-cadre à bons de commande prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre à bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne peut s'intégrer à l'accord-cadre à bons de commande. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le catalogue, les documents commerciaux pour les produits concernés par l'accord-cadre à bons de commande visé.

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les lois et règlements applicables en France exclusivement.

Tout document ou correspondance relatifs à l'accord-cadre à bons de commande doit être rédigé en langue française.

3.2. PRIORITE DES PIECES

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les pièces énumérées ci-après.

3.2.1. Pièces spécifiques

Par ordre de priorité décroissante (notamment dans le cas où certains documents se contrediraient), les pièces spécifiques de l'accord-cadre à bons de commande sont :

- 1°) l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- 2°) le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- 3°) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- 4°) l'offre du Titulaire ;

Ces pièces sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives du Pouvoir Adjudicateur et font seules foi.

- 5°) les bons de commande.

3.2.2. Pièces générales

Les pièces générales régissant l'accord-cadre à bons de commande sont :

- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) passées au nom de l'Etat (arrêté du 30 mars 2021), dans sa version la plus récente à la date de signature de l'accord-cadre à bons de commande, sauf dérogations mentionnées à l'article 12 du présent CCAP ;
- le guide des recommandations pour la protection de la chaîne alimentaire contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroristes (version de janvier 2014).
- les normes, les codes des usages professionnels, les spécifications techniques tels que cités dans le CCTP et ses annexes (NT)

3.2.3. Documents de références

Les éventuelles modifications législatives et réglementaires survenant en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande se substituent aux documents de référence.

ARTICLE 4 – ÉVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS

4.1. SUBSTITUTION DE PRODUITS

Les données communiquées par le Titulaire doivent être **fiables et cohérentes avec la réalité**, afin d'assurer une bonne gestion des approvisionnements.

En cas de rupture, le Titulaire a l'obligation contractuelle de proposer des produits de substitution. Un article de substitution est un produit ayant des caractéristiques techniques et qualitatives équivalentes ou supérieures au produit substitué de l'accord-cadre à bons de commande et un même rapport prix/poids.

- **Substitution ponctuelle de produits** : en cas de rupture temporaire de disponibilité des produits, des produits de substitution sont proposés par le Titulaire. L'article de substitution est proposé au

plus tard lors de la confirmation de la commande. Le Titulaire doit obtenir l'accord écrit exprès du Pouvoir Adjudicateur pour la commande de substitution. Le Pouvoir Adjudicateur ne doit pas supporter de diminution de qualité ou de surcoût quand les produits substitués sont d'un prix supérieur à ceux commandés.

- **Substitution définitive de produits** : dans le cas d'une rupture définitive de produit ou d'une rupture à long terme (produit indisponible pendant plusieurs semaines par exemple), le Titulaire doit immédiatement demander le référencement du produit de substitution au Pouvoir Adjudicateur.

Toute modification du référentiel produit (numéro d'agrément sanitaire, caractéristiques, conditionnement...) ou concernant le Titulaire (modification compte bancaire, etc.) doit être transmise au Pouvoir Adjudicateur au plus tard 45 jours calendaires avant la date de changement souhaitée, par courrier électronique, ou voie postale. En cas d'urgence dûment justifiée, la modification doit être signalée au plus tard 15 jours avant le changement. Toute modification des fiches techniques et/ou des photos des produits doit également être transmise 45 jours calendaires avant le changement.

Après accord des deux parties, le Pouvoir Adjudicateur intègre dans son système informatique les nouveaux éléments du référentiel et en informe le Titulaire.

Tout manquement à cette procédure peut entraîner l'établissement d'une fiche « incident » ou l'imputation des pénalités prévues à l'article 9.1 du présent document. Dans ce cas, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner aux frais et risques du Titulaire conformément à l'article 9.2 du présent CCAP.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de refuser les modifications substantielles, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le Titulaire.

4.2. PRIX PROMOTIONNELS

Le Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande a la faculté de proposer au Pouvoir Adjudicateur des remises exceptionnelles ou prix promotionnels, notamment dans les cas de sur-stockages, de déclassements de produits ou de produits dont la DDM est trop proche pour en permettre une distribution conventionnelle.

4.3. REFERENCEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS

Le Titulaire peut également proposer au Pouvoir Adjudicateur des nouveaux produits correspondants à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande, dont la valeur cumulative estimée ne dépasse pas la limite de 10% du montant estimatif annuel de l'accord-cadre à bons de commande.

Le processus de référencement des nouveaux produits est géré entre le Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et le Pouvoir Adjudicateur (ou son représentant). Il doit respecter les conditions suivantes :

- le Titulaire adresse une proposition tarifaire au Pouvoir Adjudicateur ;
- après discussions, le Pouvoir Adjudicateur accepte ou refuse les nouveaux produits.

Les produits acceptés sont rajoutés à l'accord-cadre à bons de commande concerné par voie d'ordre de service.

Les nouveaux produits ainsi référencés suivent alors les mêmes règles que les produits initialement prévus dans l'accord-cadre à bons de commande.

ARTICLE 5 – PRIX

5.1. DETERMINATION

Les prix des produits, objet de l'accord-cadre à bons de commande, sont unitaires, en euros, **avec au plus deux décimales**, hors taxes sur la valeur ajoutée « DEPART » de la plateforme du Titulaire ou « FRANCO » sur la plateforme du située à NEMOURS (77).

Les prix « **DEPART** » **comprennent le chargement des palettes.**

Les prix sont fixés dans le tableau de présentation des offres à l'annexe 1A et 1B à l'acte d'engagement

Durant l'exécution, les prix facturés sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les produits selon l'incoterm choisi et **incluent l'éco-contribution** issue du décret n°2023-162 du 7 mars 2023 relative à l'application du principe de responsabilité élargie des producteurs (REP) appliquée aux déchets d'emballages consommés ou utilisés par les professionnels ayant une activité de restauration.

Les taux de TVA ne sont mentionnés qu'à titre indicatif. En cas de variation des taux de cette taxe, les prix unitaires subissent une variation identique. Sur demande du Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire fournit une liste des taxes auxquelles il est soumis avec les références des textes législatifs ou réglementaires correspondants.

Les éventuels frais de douane et de procédure sont à la charge du Titulaire.

Le mois d'établissement des prix de l'accord-cadre à bons de commande est **Juin 2025**.

Les accords-cadres à bons de commandes « Farines - lot 1 » et « Légumineuses éligibles Egalim – lot 6 » visent à garantir une meilleure prise en compte de la juste rémunération des producteurs agricoles.

L'objectif de cette démarche est d'apprécier la part du prix versé à l'agriculteur dans le prix de vente à l'EdA.

Le titulaire devra déclarer dans l'annexe 1 à l'Acte d'Engagement le prix moyen au kg versé aux producteurs agricoles sur la période déterminée.

La déclaration du prix moyen versé aux producteurs agricoles est une obligation contractuelle sur toute la durée d'exécution du contrat. Le titulaire s'engage à minima à garantir le prix moyen versé aux producteurs agricoles qu'il a déclaré en annexe 1 à l'Acte d'Engagement. Ce prix peut suivre l'évolution des coûts de production pour l'agriculteur ou les indices de révision tarifaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander durant l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande tout justificatif concernant le maintien de la juste rémunération versée aux agriculteurs.

5.2. ACTUALISATION AVANT EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date de fixation de son offre et la date de début d'exécution des prestations, les prix sont actualisables.

Les modalités sont les suivantes : le Titulaire ou le Pouvoir Adjudicateur transmet à cet égard à l'autre partie, par e-mail, les nouveaux tarifs proposés avec un préavis minimum de 30 jours calendaires avant la date estimée de début d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

A défaut de transmission dans ce délai, les prix sont maintenus pour l'année.

5.3. REVISION DES PRIX

5.3.1 Révisions périodiques

La révision des prix se fait à la baisse comme à la hausse.

Les prix sont révisés, selon les lots.

5.3.1.1 Révision par ajustement annuel :

Pour les lots 1 à 2, 4 à 7 et 9 à 14.

Les prix sont révisables à chaque date anniversaire soit le 1^{er} octobre de chaque année de reconduction.

5.3.1.2 Révision par ajustement semestriel

Pour le lot 3 – boissons chaudes en gobelets prédosés.

Les prix sont révisables au 1^{er} octobre, 1^{er} janvier, 1^{er} avril et 1^{er} juillet de chaque année de reconduction.

5.3.1.3 Révision par ajustement trimestriel

Pour le lot 6 – légumineuses éligibles Egalim

Les prix sont révisables au 1^{er} octobre, et 1^{er} avril de chaque année de reconduction.

5.3.1.4 Modalités des révisions périodiques

Le titulaire ou le pouvoir adjudicateur peut transmettre à cet égard à l'autre partie, par e-mail, les nouveaux tarifs proposés **ainsi que tous les documents justifiant de cette hausse ou baisse, avec un préavis minimum de 45 jours calendaires pour les révisions annuelles et semestrielle et de 30 jours calendaires pour les révisions trimestrielles.** A défaut de transmission dans ce délai, les anciens prix sont reconduits pour la période suivante.

Le titulaire envoie impérativement les demandes d'ajustements à l'acheteur, au chef de produits ainsi qu'à la cellule appui de la direction des achats (cf. Coordonnées en ANNEXE 1 du présent CCAP).

En cas d'ajustement à la hausse ou à la baisse, les cotations de référence (source INSEE) indiquées dans l'annexe 2 au présent CCAP sont utilisées dans la formule suivante :

$$P_r = P_0 \times I_n / I_0$$

Avec :

P_r : Prix révisé

P_0 : Prix en cours d'application (ou prix initial de l'offre)

I_n : Dernier indice définitif connu au moment du calcul de la révision

I_0 : dernier indice définitif connu au moment de la précédente révision (ou de l'offre initiale pour la 1^{ère} révision)

À défaut d'indice indiqué dans l'annexe 2 au présent CCAP, ou en cas d'arrêt d'indice sans indice de remplacement, les révisions tarifaires se font sur propositions et échanges entre les parties sur la base de ressources adaptées à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande portant sur :

- le secteur économique ;
- les filières concernées ;
- la catégorie des produits ;
- les charges directes et indirectes touchant la production et l'approvisionnement des produits ;
- la décomposition des coûts des produits...

Les pièces justificatives pertinentes peuvent prendre les formes suivantes :

- les valeurs des indices professionnels de référence en cas de proposition de formule d'ajustement des prix (indices adaptés au secteur, pertinents et probants) ;
- les articles de presse d'organisations professionnelles, de syndicats professionnels, etc.

L'application des nouveaux prix doit être approuvée par écrit par l'autre partie préalablement à son entrée en vigueur, au vu des justifications avancées. Les nouveaux prix sont formalisés par un certificat administratif établi par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire.

Toute commande notifiée au Titulaire avant la date d'application du nouveau tarif est exécutée au prix de l'ancien tarif.

5.3.2 Révision exceptionnelle

En cas de circonstances exceptionnelles ou de cas de force majeure, le Titulaire ou le Pouvoir Adjudicateur peut proposer des ajustements exceptionnels justifiés en cours d'année pour les produits concernés. Le choix des indices de référence et des modalités d'application des nouveaux prix sont conclus d'un commun accord exprès et écrit entre (exemples de justifications : évolution de la fiscalité ; variations exceptionnelles des cotations d'indices créant soit une mise en péril imminente de l'exécution du marché soit *a contrario* une opportunité économique majeure pour le pouvoir adjudicateur).

L'application des nouveaux prix doit être approuvée par un certificat administratif et notifié au titulaire préalablement à son entrée en vigueur.

5.4. CLAUSE DE SAUVEGARDE

En cas d'augmentation tarifaire du montant de l'accord-cadre à bons de commande de plus de 7 % par an par rapport au montant de l'offre initialement convenu, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande de manière anticipée et sans indemnité.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande s'engage à fournir toutes les informations nécessaires pour justifier les augmentations de coûts et à collaborer pleinement avec le pouvoir adjudicateur pour tenter de trouver des solutions alternatives avant la résiliation

ARTICLE 6 – COMMANDES

6.1. PASSATION DES COMMANDES

Les commandes sont passées, au carton ou à la palette en fonction des produits, (*cf.* annexes 2A et 2B à l'acte d'engagement) par le prestataire logistique, représentant le Pouvoir Adjudicateur, **le jour J avant 17 heures.**

La quantité minimale d'enlèvement ou de livraison est indiquée par le Titulaire dans les annexes 2A et 2B à l'acte d'engagement.

Les bons de commande sont communiqués par EDI si le Titulaire en a la capacité ; à défaut, ils peuvent être transmis par courriel. Aucune commande ne peut être passée oralement.

Les bons de commande mentionnent :

- le numéro de l'accord-cadre à bons de commande ;
- la date d'émission de la commande ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro de code service : DFR_VM ;
- la nature des produits ;
- le code produit fixé par le Pouvoir Adjudicateur ;
- le code produit du Titulaire ;
- les quantités commandées ;
- la date de mise à disposition (enlèvement ou livraison) ;

- l'adresse de facturation ;
- les noms et signature de la personne habilitée.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre à bons de commande. Leur durée d'exécution maximale est d'un mois à compter de leur réception par le Titulaire.

De préférence, lorsque le volume de la commande est inférieur à une journée de production, la marchandise livrée provient d'un lot unique (ou lot constitué de produits ayant une même origine, un même conditionnement et une même journée de fabrication).

6.2. CONFIRMATION DE COMMANDE

Le Titulaire est tenu d'accuser réception des commandes dans un délai de 4 heures (ou le lendemain avant 10h pour les commandes passées après 17h). Par ailleurs, il est tenu d'informer le Pouvoir Adjudicateur de toute rupture ou défaut de fonctionnement (non-respect de la date limite de consommation, retard, etc.) dans les mêmes délais.

Cette confirmation est impérative et doit être l'exact reflet de la livraison ou enlèvement à venir dans la mesure où elle génère une confirmation de mise à disposition aux clients destinataires. A défaut de confirmation, les lignes de commandes sont considérées non disponibles. En cas d'absence de mise à disposition (enlèvement ou livraison), les ruptures à l'approvisionnement sont constatées dans le calcul du taux de performance du Titulaire et peuvent générer les pénalités correspondantes.

Le Pouvoir Adjudicateur ne gère aucun reliquat de commande : les quantités manquantes le jour de la mise à disposition ne peuvent faire l'objet d'aucun enlèvement/livraison complémentaire. Le Pouvoir Adjudicateur refuse systématiquement une telle mise à disposition de reliquat.

EDI : le Titulaire privilégie l'envoi de messages EDI au prestataire logistique. L'engagement du Titulaire quant à sa capacité à utiliser l'EDI est reprise dans les annexes 2A et 2B à l'acte d'engagement. Dans la mesure où le Titulaire dispose d'un EDI capable de gérer les flux de commande, il s'engage à utiliser les échanges EDI pour les commandes dès le début des prestations ou dans les semaines suivantes. Les échanges EDI (ORDERS) doivent respecter le standard EANCOM D.96A.

6.3. MODIFICATION DE COMMANDE CLIENT

Exceptionnellement, l'EdA peut demander au Titulaire, s'il l'accepte, d'annuler une commande d'approvisionnement pour la remplacer par une commande corrigée.

ARTICLE 7 – ENLÈVEMENT/LIVRAISON

7.1. DÉLAI DE MISE A DISPOSITION (ENLEVEMENT OU LIVRAISON)

Le délai d'enlèvement ou de livraison est le délai fixé par le Titulaire aux annexes 2A et 2B de l'acte d'engagement et correspond au délai maximum qui lui est nécessaire pour mettre à disposition ou livrer les produits d'une commande passée le jour J avant 17 heures. Il correspond au délai standard que le Pouvoir Adjudicateur peut imposer. Toutefois, à chaque émission de bon de commande, la date réelle de mise à disposition (enlèvement ou livraison) est indiquée sur ce même bon de commande.

Si le Titulaire n'est pas en mesure de mettre à disposition les produits commandés à la date convenue, il en informe le Pouvoir Adjudicateur. **Le Titulaire a, au niveau du taux de service, une obligation de satisfaction d'au moins 98 % ; s'il descend en dessous de ce taux, les pénalités sont appliquées (cf. art 9.1. du CCAP).** Le Titulaire indique la quantité et le délai qu'il peut réaliser. Le prestataire logistique décide ou non de l'acceptation de la ligne de commande. Des échanges peuvent avoir lieu entre le Titulaire et le prestataire logistique pour définir les solutions éventuelles à la pénurie partielle. En cas de refus de la confirmation du Titulaire, la commande est considérée comme nulle.

En cas de retard, le Pouvoir Adjudicateur peut faire appel à un autre fournisseur pour exécuter ladite commande. Le Pouvoir Adjudicateur transmet au Titulaire le prix réellement payé ainsi que le coût logistique supplémentaire que cet approvisionnement occasionne. Ce coût supplémentaire fait l'objet d'une facturation par le Pouvoir Adjudicateur. Ceci n'est pas exclusif de l'application des pénalités de taux de service non atteint (cf. art 9.1. du CCAP).

Si le Titulaire ne respecte pas ses engagements contractuels à plusieurs reprises, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande sans indemnité.

Selon le choix du Pouvoir Adjudicateur exprimé lors de la notification, les produits sont soit enlevés chez le Titulaire, soit livrés par ce dernier sur la plateforme unique du Pouvoir Adjudicateur située à Nemours (77).

7.2. CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION (ENLEVEMENT OU LIVRAISON)

- En cas d'enlèvement (prix « départ ») : le prestataire logistique contacte le Titulaire la semaine précédant la date d'enlèvement, ou au plus tard 48 heures avant l'enlèvement, afin de confirmer l'heure de rendez-vous ; le Titulaire indique le nombre prévisionnel de palettes à charger et le nombre de palettes au sol afin de garantir le bon dimensionnement des moyens de transport. Les plages horaires et lieu d'enlèvement sont indiqués par le Titulaire dans l'annexe 2A à l'acte d'engagement.
- En cas de livraison (prix « franco ») : le Pouvoir Adjudicateur fixe, en accord avec le Titulaire, le créneau de réception des marchandises entre 00h et 6h. Les produits sont livrés à l'adresse suivante : STEF LOGISTIQUE 4 RUE DES PALIS 77140 NEMOURS.

Les conditions de mise à disposition (enlèvement ou livraison) sont définies ci-après :

- l'accès doit être possible à tout type de véhicule ;
 - la présentation des documents de transport se fait avant la mise à quai ;
 - les chargements sont à la charge du Titulaire pour le Titulaire retenu en prix « DEPART » ;
- OU**
- les livraisons sont effectuées par le Titulaire par ses moyens propres (les déchargements sont à la charge du prestataire logistique) pour le Titulaire retenu en prix « FRANCO » ;
 - les mises à disposition sont effectuées selon le conditionnement et la quantité minimale définis par le Titulaire dans son annexe à l'acte d'engagement; chaque regroupement (palette) porte l'inventaire de son contenu de façon apparente ;
 - toute mise à disposition donne lieu à l'établissement d'un bon de livraison établi en 3 exemplaires par le Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et signé par le réceptionnaire ;
 - les mises à disposition se font sur des créneaux horaires convenus entre les parties : en cas d'offre en prix « DEPART », si, par faute du Titulaire, l'enlèvement ne peut avoir lieu, les frais de transport afférents sont imputés au Titulaire ; de même, si un enlèvement de marchandises programmé avec le Titulaire est annulé par ce dernier moins de 24 heures avant le rendez-vous, la totalité des coûts de transport est imputée au Titulaire. Si la livraison par le Titulaire (offre en prix « FRANCO ») ne peut avoir lieu, le Pouvoir Adjudicateur peut s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, aux frais et risques du Titulaire.

Les opérations de conditionnement, d'emballage et d'étiquetage doivent être réalisées conformément à la réglementation en vigueur.

Les produits sont présentés dans un conditionnement conforme aux normes en vigueur et aux usages de la profession. Ils sont livrés dans un emballage de regroupement de type commercial, présentant une résistance mécanique suffisante pour permettre le transport et le stockage des produits sur palettes, ainsi que les manutentions lors de la distribution des produits.

Le Pouvoir Adjudicateur fixe, en accord avec le Titulaire, le créneau de réception des marchandises.

Les bons de livraison doivent comporter :

- les coordonnées du Titulaire ;
- les références de la commande ;
- le code produit fixé par le Pouvoir Adjudicateur ;
- la quantité enlevée ou livrée avec son numéro de lot de fabrication et sa DDM ;
- le nombre de colis par palette ;
- le nombre de palettes remises par le Titulaire ;
- la date d'enlèvement ou de livraison ;
- la signature des représentants des parties (Titulaire et Pouvoir Adjudicateur).

Un exemplaire du bon de livraison, émargé des deux parties, est annexé à la facture envoyée par le Titulaire au Pouvoir Adjudicateur ; un autre exemplaire est remis au représentant du Pouvoir Adjudicateur chargé de la réception en cas de livraison/ enlèvement.

Le Titulaire doit émettre un bordereau de livraison par commande.

Les horaires de mise à disposition (livraison ou enlèvement) sont fixés d'un commun accord entre le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur à chaque émission de la commande.

Incident après la confirmation de commande et avant la livraison ou l'enlèvement :

Si le Titulaire n'est pas en mesure de mettre à disposition les produits commandés à la date convenue, il en informe le prestataire logistique. Si cette nouvelle date n'est pas compatible avec les obligations du prestataire logistique, ce dernier informe l'EdA qui peut faire appel à un tiers (exécution aux frais et risques du Titulaire). Conformément à l'article 11.3.7. du CCAG/FCS, le surcoût (transport et vivres) est imputé au Titulaire défaillant, et la commande est considérée comme nulle.

Si le prestataire logistique accepte la nouvelle date d'enlèvement ou de livraison, un nouveau rendez-vous est défini, et la commande reste valable. Ce changement de date est pris en compte dans l'évaluation de la performance du Titulaire.

7.3. PONCTUALITÉ

Dans le cadre de la mise à disposition (enlèvement ou livraison), une tolérance de plus ou moins 30 minutes est acceptée par le Titulaire et le prestataire logistique par rapport à l'heure de rendez-vous définie.

7.3.1. Retard de livraison par le Titulaire

Si le Titulaire n'est pas en mesure de livrer les produits commandés à la date convenue, il en informe le prestataire logistique du Pouvoir Adjudicateur. Le Titulaire indique la quantité et le délai qu'il peut réaliser. Le prestataire logistique décide ou non de l'acceptation de la ligne de commande. Des échanges peuvent avoir lieu entre le Titulaire et le prestataire logistique pour définir les solutions éventuelles à la pénurie partielle.

7.3.2. Non-respect des horaires d'enlèvement de la part du prestataire logistique

Le Titulaire accepte une tolérance de plus ou moins 30 minutes vis-à-vis du prestataire logistique du Pouvoir Adjudicateur. En cas de dépassement de ce délai, le prestataire logistique prend contact avec le Titulaire qui peut soit accepter l'enlèvement avec un retard, soit le refuser. Un nouveau rendez-vous est alors fixé. Le Titulaire rend compte à l'Economat des Armées du non-respect horaire du prestataire logistique.

7.4. RELIQUAT

Le prestataire logistique ne gère aucun reliquat de commandes ; les quantités manquantes le jour de la mise à disposition (enlèvement ou livraison) ne peuvent faire l'objet d'aucune mise à disposition complémentaire. Le prestataire logistique refuse systématiquement une mise à disposition de reliquat. Toutefois, le reliquat peut faire l'objet d'une nouvelle commande après accord de la nouvelle date de rendez-vous.

7.5. CONTRÔLE À L'ENLEVEMENT OU A LA RECEPTION DES COLIS

Après le contrôle du respect de l'heure de rendez-vous, de la conformité des documents de transport et de mise à disposition les contrôles sont réalisés en deux temps :

- De manière contradictoire par le représentant du Pouvoir Adjudicateur (le prestataire logistique désigné par l'EdA) et le Titulaire. Ce contrôle peut avoir lieu soit chez le Titulaire en cas d'offre départ ou chez le prestataire logistique du Pouvoir Adjudicateur en cas d'offre franco.
- Un second contrôle plus approfondi est effectué sur la plateforme du Pouvoir Adjudicateur. La liste des contrôles ci-dessous est non exhaustive ; l'EdA se réserve le droit d'effectuer des contrôles complémentaires de toute nature.

7.5.1. Premiers contrôles

7.5.1.1. Aspect extérieur des palettes et colis

Les mises à disposition sont effectuées selon les règles de conditionnement et d'emballage définies par le Titulaire dans son acte d'engagement conformément aux dispositions du CCTP.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur contrôle l'aspect général des colis. En cas de défectuosité d'un colis sur une palette (ex : colis détériorés en bas de palette), la palette entière peut être refusée pour des raisons de traçabilité.

7.5.1.2. Nombre de supports

Le représentant de l'Economat est chargé d'enlever ou de réceptionner un nombre précis de palettes/colis concernés qu'il compte avec le Titulaire ; les opérations de vérification quantitative ont lieu dans les locaux du Titulaire ou sur la plateforme du Pouvoir Adjudicateur en présence de celui-ci (ou d'un de ses représentants) et du Titulaire considéré. Une fiche palette récapitule le nombre de colis par référence sur chaque palette.

7.5.2. Seconds contrôles

Le pouvoir adjudicateur établit, pour tous les produits, les contrôles suivants sur la plateforme :

- comptage des colis ou du poids total par article quand il s'agit de poids variables ;
- contrôle des DDM ;
- saisie du poids de la palette et des colis : poids moyen du colis, multiplié par le nombre de colis ;
- autres contrôles spécifiques en fonction de l'urgence ou des spécificités de produits.

Si le prestataire logistique constate un non-respect du contrat date, un retour en date sur les DDM mises à disposition, un excédent ou déficit de quantité ou tout autre manquement lors du contrôle sur sa plateforme dans les 2 jours ouvrables suivant la date de la mise à disposition, il a la possibilité de refuser les marchandises. Selon l'importance financière, il envoie soit un courrier électronique, soit une lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire relatant l'incident avec copie au pouvoir adjudicateur.

La même procédure est appliquée en cas de produits avariés ou touchés par une alerte sanitaire.

7.6. RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le titulaire demeure responsable des produits jusqu'à leur mise à disposition. Toute clause contraire mentionnée sur un bon de livraison, une facture ou tout autre document est réputée non écrite.

Le transfert de propriété entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur est effectif lors de la signature du bon de livraison ou CMR par les deux parties. Toutefois, en fonction des contrôles effectués sur la

plateforme du pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve le droit de notifier au titulaire des réserves sur les produits dans un délai de 2 jours ouvrables suivant la date de la mise à disposition.

Le titulaire dispose d'une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation. A chaque demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance. Cette attestation doit indiquer le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité. Le défaut de production dans un délai d'un mois à compter de la demande du pouvoir adjudicateur de cette attestation constitue une faute grave.

7.7. DÉCISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR SUITE AU CONTRÔLE DES COLIS

7.7.1. Admission

La décision d'admission (délai pendant lequel le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de signaler des remarques quantitatives et/ou qualitatives et autres remarques en fonction de la spécificité des produits) doit intervenir dans un délai de 2 jours ouvrables après la signature du bon d'enlèvement ou de livraison et du CMR le cas échéant. Le silence du représentant du Pouvoir Adjudicateur à l'issue de ce délai vaut décision d'admission.

7.7.2. Rejet

En cas de manquement aux dispositions contractuelles, notamment en matière d'horaire de livraison, de respect de la qualité, de quantité commandée, etc., le représentant du Pouvoir Adjudicateur est en droit de refuser tout ou partie des produits et n'est pas tenu de payer les produits refusés, ni aucune autre indemnité.

Un relevé précis détaillant le type d'anomalies est établi quotidiennement par le prestataire logistique du Pouvoir Adjudicateur et est transmis au Titulaire à chaque livraison.

Selon l'importance financière des produits refusés, le prestataire logistique du Pouvoir Adjudicateur peut envoyer un courrier électronique ou une lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire relatant l'incident avec copie au Pouvoir Adjudicateur.

Les produits refusés sur la plateforme du prestataire logistique sont mis en zone de retour et doivent être repris par le Titulaire sous 10 jours ouvrés maximum (sous réserve de conservation des produits). Le prestataire logistique informe le Titulaire par courrier électronique du placement des produits en zone de retour. L'organisation et la reprise de ces marchandises sont à l'entière charge du Titulaire. A défaut d'action du Titulaire dans les délais impartis, les marchandises sont détruites par le prestataire logistique ; la facture correspondant à ces frais de destruction est transmise au Titulaire avec une copie du certificat de destruction émis par le centre de destruction et la somme globale est automatiquement déduite de la facturation ultérieure.

La même procédure est appliquée en cas de produits avariés ou touchés par une alerte sanitaire.

7.8. FICHE INCIDENT

En cas de manquement aux dispositions contractuelles, notamment en matière d'horaire, de livraison, de respect de la qualité, de quantité commandée, etc., le prestataire logistique du Pouvoir Adjudicateur est en droit de refuser tout ou partie des produits et n'est pas tenu de payer les produits refusés, ni aucune autre indemnité. Le prestataire logistique du Pouvoir Adjudicateur adresse au Titulaire une confirmation des réserves portées sur les documents de livraison dans les 2 jours ouvrables. Les pénalités sont imputées automatiquement au Titulaire.

7.9 TAUX DE SERVICE

Le titulaire s'engage à un taux de service de 98 %.

Le taux de service est calculé mensuellement de la manière suivante :

Nombre de colis livrés / nombre de colis commandés

En cas de non atteinte du taux de service cible de 98 %, les pénalités sont applicables comme mentionné à l'article 9.1 du présent document.

7.10 CONTACTS D'URGENCE EDA

En cas d'alerte sanitaire sur l'un des produits, en semaine (heures ouvrables), week-ends et jours fériés le titulaire s'engage à prévenir les interlocuteurs mentionnés dans l'annexe 1 au CCAP.

Hormis les alertes sanitaires, l'officier de permanence est aussi joignable les week-ends et jours fériés pour des urgences d'ordre informatique (virus informatique, dysfonctionnement de l'EDI...), logistique (problème sur une livraison sensible) ou tout autre urgence nécessitant son recours.

ARTICLE 8 - MODALITÉS FINANCIÈRES

8.1. FACTURATION

8.1.1. Émission et envoi des factures

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus factures :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

8.1.2. Descriptif des factures

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facture, dès vérification et admission des fournitures livrées.

Afin que le traitement des factures soit facilité et optimal, le Titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes, dans chacune de ses factures :

- les nom et adresse du Pouvoir Adjudicateur ;
- l'identité du destinataire final ;
- le pays ou la ville de destination finale ;
- le numéro d'engagement juridique, le cas échéant ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les numéro et date d'établissement de la facture ;
- les numéro et date de l'accord-cadre à bons de commande ;
- les numéro et date du bon de commande ;
- les coordonnées de l'émetteur du bon de commande ;
- le numéro de code service : DFR_VM ;
- les références du bon de livraison ;
- la nature des fournitures et leur prix unitaire HT ;
- les références fournisseurs des fournitures livrées ;
- les taux et montant de la TVA, le cas échéant ;
- le montant total HT et TTC de la commande, le cas échéant ;
- les date et signature.



Si le Titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique.

De ce fait, le délai de traitement des factures – par la Direction Financière et Comptable du Pouvoir Adjudicateur - est allongé et la mise en règlement retardée.

8.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le mode de règlement est le virement bancaire, établi par la direction financière et comptable du Pouvoir Adjudicateur au profit du compte bancaire indiqué dans l'acte d'engagement. Un seul compte bancaire est accepté.

8.3. DÉLAI DE PAIEMENT

Le paiement des factures intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Si les justificatifs présentés par le Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande ne sont pas conformes aux modalités prévues par l'article 8.1 du CCAP, le Pouvoir Adjudicateur en informe par écrit le Titulaire. Le délai de paiement est suspendu dans l'attente de la production par le Titulaire d'un dossier conforme.

8.4. INTÉRÊTS MORATOIRES

A défaut de paiement dans les 30 jours maximums à compter de la date de réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

8.5. NANTISSEMENT

Le Titulaire a la possibilité de demander au Pouvoir Adjudicateur (EdA), les pièces nécessaires pour une remise de l'accord-cadre à bons de commande en nantissement. Toute cession de créances est alors directement notifiée au comptable de l'autorité en charge de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par l'établissement cessionnaire.

8.6. ACOMPTES ET AVANCES

Aucun acompte n'est versé, aucune avance n'est versée.

ARTICLE 9 – SANCTIONS, PÉNALITÉS ET RÉSILIATION

Les manquements constatés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande sont notifiés au Titulaire et peuvent donner lieu à des sanctions listées ci-dessous.

Manquement	Sanction	Type d'acte de notification au Titulaire
Manquement mineur ou premier manquement	Avertissement écrit	Courriel
Manquement mineur répété Ou manquement majeur	Rappel obligations contractuelles et plan d'actions	Courrier
Manquement majeur répété	Mise en demeure	Courrier
Manquements listés à l'article 9.1	Pénalités forfaitaires ou selon formule de calcul (cf. article 9.1)	Courrier
Défaillance temporaire du Titulaire	Frais et risques	Courrier
Défaillance du Titulaire sans issue	Résiliation (après mise en demeure)	Courrier

9.1. PENALITES

Pénalité pour retard	
-----------------------------	--

	<p>En cas livraison ou mise à disposition des produits hors tolérance, le Pouvoir Adjudicateur peut appliquer une pénalité forfaitaire de 300 € HT par livraison concernée.</p>
<p>Taux de service non atteint</p>	<p>Le Titulaire s'engage à un taux de service de 98 %. Le taux de service est calculé mensuellement de la manière suivante : nombre de colis livrés / nombre de colis commandés. Si le taux de service est inférieur à 98 %, il peut être fait application de la pénalité suivante :</p> <p>$P = V \times 10 \%$</p> <p>Avec :</p> <p>P = montant de la pénalité ; V = chiffres d'affaires mensuel HT relatif à l'article ou aux articles non livrés.</p> <p>Un minimum forfaitaire de 300 € HT de pénalité est exigible pour couvrir les frais de traitement</p>
<p>Rupture de produit sans substitution</p>	<p>Une rupture sèche sur une ligne de produit pour laquelle une substitution équivalente n'est pas envisageable entraîne une pénalité de :</p> <p>$P = V \times 10 \%$</p> <p>Avec :</p> <p>P = montant de la pénalité ; V = chiffre d'affaire correspondant au (volume estimatif des quantités * prix du produit) sur la période en rupture considérée.</p> <p>Les volumes sont basés sur l'historique des consommations et dans le cas où il n'y a pas d'historique de commande, sur les volumes estimatifs du marché.</p> <p>Un minimum forfaitaire de 300 € HT de pénalité est exigible pour couvrir les frais de traitement</p>
<p>Modification fautive du référentiel produit</p>	<p>Toute modification du référentiel produit en dehors de la procédure décrite à l'article 4 du présent document entraîne le paiement d'une pénalité forfaitaire de 300 € HT par produit modifié.</p> <p>L'application de cette pénalité n'est pas exclusive des autres dispositions prévues à l'article 4 du présent CCAP notamment du droit que se réserve le Pouvoir Adjudicateur de refuser toute modification qu'il juge substantielle, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le Titulaire. (par exemple : modification d'un agrément sanitaire sans accord préalable du pouvoir adjudicateur).</p>
<p>Non-conformité générale</p>	<p>En cas de non-conformité d'un produit au regard de sa fiche technique, lors d'analyses de laboratoire ou tout autre motif dument constaté par le Pouvoir Adjudicateur une pénalité de 300 € HT par produit est appliquée.</p> <p>Si ces non-conformités sont imputables au Titulaire, ce dernier a la possibilité de reprendre les produits non-conformes dans un délai de 10 jours ouvrés maximum après notification quel que soit leur lieu d'entreposage (plateforme logistique ou formation cliente).</p>

	<p>Si la reprise nécessite le transport des produits non-conformes (par exemple de la formation cliente jusqu'à la plateforme du prestataire logistique ou à un de ses hubs régionaux), les frais de transport sont à la charge du Titulaire.</p> <p>À défaut, la destruction est <i>de facto</i> réalisée par l'EdA ou son représentant. La facture de ladite destruction est à la charge du Titulaire. Elle est déduite automatiquement de la facture suivante.</p> <p>La récurrence d'analyses de laboratoire non-conformes, et ce, quel que soit le produit concerné, peut entraîner après mise en demeure la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande conformément à l'article 9.3.3. du présent CCAP.</p>
Alerte sanitaire	<p>En cas de retrait /rappel dans le cadre d'une alerte sanitaire imputable au Titulaire, une pénalité calculée comme suit est appliquée :</p> <p>$P = V \times Y \%$</p> <p>Avec :</p> <p>P = montant de la pénalité ; V = montant HT de la commande litigieuse ; Y = % de pénalité appliqué définit comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5% si le montant estimatif annuel du lot ≤ 200 K - 10% si le montant estimatif annuel du lot >200 K et ≤ 500k - 15% si le montant estimatif annuel du lot > 500K et ≤ 1M - 20% si le montant estimatif annuel du lot >1M <p>Un minimum forfaitaire de 750 € HT est appliquée par référence litigieuse.</p>
Non-respect de la date de péremption (Contrat Date)	<p>En cas de non-respect du contrat date indiqué par le Titulaire à l'annexe 2 à l'acte d'engagement relative à la logistique, une pénalité forfaitaire de 300 € HT est appliquée par produit et par commande concernée.</p>
Dispositions communes	<p>Toutes les pénalités sont facturées sans mise en demeure préalable soit par note de débit, soit par demande d'avoir, soit par facturation établie par le Pouvoir Adjudicateur. Elles sont déduites automatiquement du compte du Titulaire nonobstant la clause de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande aux torts du Titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, ces pénalités s'appliquent quel que soit leur montant. Les pénalités peuvent se cumuler dans la limite maximum de 20% du montant total HT du (des) bon(s) de commande litigieux.</p>

9.2. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le Pouvoir Adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations de fournitures prévues par l'accord-cadre à bons de commande, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas de mauvaise exécution soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation (absence totale ou partielle de fournitures, fourniture non conforme, etc.) qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de ruptures prolongées, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande prononcée aux torts du Titulaire.

Le Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par le tiers désigné par le Pouvoir Adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre à bons de commande, résultant de l'exécution des prestations de fournitures aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au Titulaire défaillant soit 10 % du montant des fournitures concernées par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de 500 € HT.

9.3. RÉSILIATION

9.3.1. *Résiliation de plein droit*

La résiliation est prononcée de plein droit, lorsque le Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution. Cette impossibilité peut se justifier dans deux situations :

- la force majeure qui met le Titulaire dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, pour des raisons indépendantes de sa volonté et d'obstacles qui ne peuvent être surmontés ;
- la disparition du Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (décès, faillite ou incapacité civile).

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

9.3.2. *Résiliation d'un commun accord entre les parties*

Les parties peuvent se mettre d'accord pour mettre fin à l'accord-cadre à bons de commande. Dans ce cas, elles établissent par écrit une date à laquelle la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande est effective.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

9.3.3. *Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire*

La résiliation aux torts exclusifs du Titulaire peut intervenir :

- en cas de non-respect des engagements contractuels par le Titulaire ;
- dans les cas prévus à l'article 41-du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) ;
- en cas d'inexactitude des renseignements fournis par le Titulaire lors de l'exécution de la prestation ;
- la récurrence d'analyses de laboratoire non-conformes.

La résiliation intervient après la procédure de mise en demeure suivante : le Pouvoir Adjudicateur adresse préalablement au Titulaire une mise en demeure précisant la sanction envisagée. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaire pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées. Si la mise en demeure reste infructueuse ou en cas de répétition de fautes du Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur prononce la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

9.3.4. Autres cas de résiliation unilatérale par le Pouvoir Adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur dispose toujours du droit de résilier unilatéralement l'accord-cadre à bons de commande pour un motif d'intérêt général dûment justifié auprès du Titulaire. Dans ce cas, le Pouvoir Adjudicateur indique au Titulaire la date à laquelle prend effet la résiliation.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITÉ

Toutes informations portées à la connaissance du Titulaire et ayant trait aux pratiques du Pouvoir Adjudicateur, aux produits et services qu'il propose, aux prix qu'il pratique, à son savoir-faire ou à ses clients, constituent des informations confidentielles. Réciproquement, le Pouvoir Adjudicateur s'engage à la confidentialité des prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du Titulaire. Les parties doivent respecter la confidentialité des informations et ne doivent les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente.

Le Titulaire est tenu de veiller à ce que tout support, notamment informatique, contenant des informations confidentielles soit conservé en bon état. Le Titulaire doit être en mesure de détruire immédiatement les supports ou les remettre au Pouvoir Adjudicateur sur simple demande de ce dernier.

ARTICLE 11 – LITIGES

A défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le droit applicable est le droit français. Le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Montreuil
7, rue Catherine Puig
93558 MONTREUIL CEDEX
Tél : 01 49 20 20 00 – Fax : 01 49 20 20 99
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr
URL: <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE 12 – DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS

Article du CCAP	Intitulé de l'article	Article(s) du CCAG
Article 3	Pièces de l'accord-cadre à bons de commande	Article 4.1
Article 7.5	Contrôle à l'enlèvement ou à la réception des colis	Articles 28
Article 7.6	Responsabilité du titulaire	Article 31
Article 7.7	Décision du Pouvoir Adjudicateur suite au contrôle des colis	Articles 30.1 Articles 30.4
Article 9.1	Pénalités	Article 14.1
Article 9.2	Exécution aux frais et risques du Titulaire	Article 45
Article 9.3	Résiliation	Articles 38 à 40 Article 42